



MINISTÈRE  
DE  
L'INTÉRIEUR

# 2019

## RAPPORT D'ACTIVITÉ



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES



# 2019

## RAPPORT **D'ACTIVITÉ**

---

Direction générale  
de la Sécurité civile  
et de la gestion des crises

# Édito



**Alain THIRION**

—  
Préfet, directeur général  
de la Sécurité civile  
et de la gestion des crises

**C**e premier rapport d'activité de la direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) permet, s'il en était besoin, de mesurer la transversalité et la diversité des missions réalisées tout autant que l'intensité de l'implication de tous les acteurs de la Sécurité civile.

L'année 2019 ne fait pas exception. La direction générale a ainsi travaillé à consolider le modèle français des acteurs du secours (mise en œuvre du plan 2019-2021 pour le volontariat, réforme de la

formation des sapeurs-pompiers, travail sur la problématique du secours d'urgence aux personnes (SUAP), appui aux innovations technologiques, développement de la capacité nationale de renfort pour les interventions à bord des navires - CAPINAV) et s'est attachée à animer le dialogue social dans un contexte parfois difficile.

Les liens avec les populations se sont encore renforcés : poursuite du plan de formation de 80 % de la population aux gestes de premiers secours, poursuite du déploiement des sirènes d'alerte, notamment en outre-mer, formations à destination des agents publics.

La résilience de notre société en matière de Sécurité civile nécessite une politique partenariale forte et affirmée, impliquant citoyens, associations agréées de Sécurité civile, collectivités territoriales, Union européenne et entreprises.

Sur le plan opérationnel, des événements de grande ampleur (manifestations, feux de forêts, 75<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement, sommet du G7, tempête Amélie, séisme du Teil, incendie de Lubrizol) ont à chaque fois mobilisé l'ensemble des

acteurs de la gestion de crises et permis de réduire les dommages potentiels. L'excellence du savoir-faire français a été notamment reconnue avec l'envoi de missions d'expertise en Bolivie et en Albanie.

Entamé en 2019, le chantier de l'innovation numérique se prolongera encore en 2020 et les années suivantes, à travers par exemple la dématérialisation de la demande de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle (iCatNat) et la refonte du dispositif ORSEC via le projet SYNERGI2.

Alors que s'ouvrent devant nous des perspectives de modifications en profondeur de la Sécurité civile en cohérence avec l'évolution des menaces, des risques et des attentes de la société, nous continuerons de porter ces trois valeurs qui fondent la pertinence et la force du contrat républicain en matière de Sécurité civile : altruisme, solidarité, engagement.

Enfin, 2019 fut pour la Sécurité civile une année tragique : 8 sapeurs-pompiers, 2 pilotes et 1 mécanicien opérateur de bord ont perdu la vie en mission de secours. Nous ne les oublierons jamais. ■

# Sommaire

# 2019

## 01

### Une activité opérationnelle soutenue

4

- LES ACTIONS DE LA SÉCURITÉ CIVILE EN 2019 : LA DIVERSITÉ DES MISSIONS D'UN SERVICE PUBLIC, PAR ESSENCE, DE PROXIMITÉ 5
- LES MOYENS NATIONAUX AU CŒUR DE LA RÉPONSE DE SÉCURITÉ CIVILE 10
- LES FEMMES ET LES HOMMES DE LA SÉCURITÉ CIVILE 11
- PLACER L'INNOVATION AU CŒUR DE NOS MISSIONS 14
- UNE ORGANISATION ET UNE STRATÉGIE DE GESTION DE CRISES ADAPTÉES 16

## 02

### Une coopération renforcée

18

- INTENSIFIER LA POLITIQUE PARTENARIALE 19
- FAIRE PARTIE INTÉGRANTE DU MÉCANISME DE PROTECTION CIVILE DE L'UNION EUROPÉENNE 20
- DÉVELOPPER LES ACCORDS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE 21

Conclusion 23

Fiche mémento 24

01

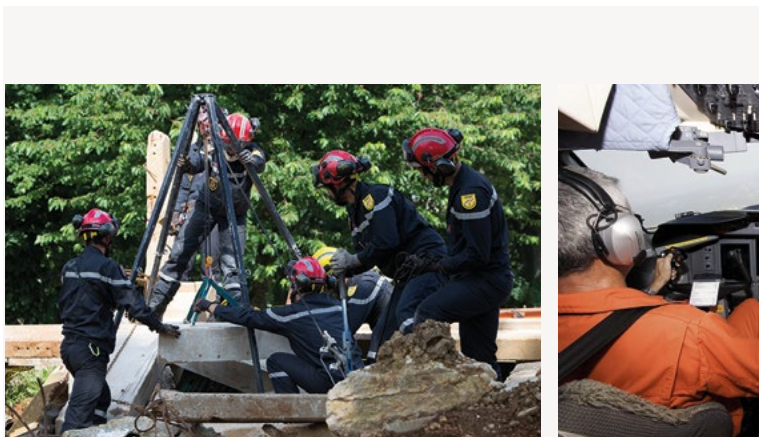
# Une activité opérationnelle soutenue

L'ensemble des personnels opérationnels de la Sécurité civile, à travers leurs différentes composantes (sapeurs-pompiers volontaires, professionnels et militaires, marins-pompiers, sapeurs-sauveteurs des formations militaires de la Sécurité civile, personnels navigants, techniciens aéronautiques, démineurs, bénévoles des associations agréées, etc.) incarnent, chaque jour et sur l'ensemble du territoire, notre modèle de Sécurité civile.

Les missions prises en charge concernent des interventions relevant aussi bien de l'urgence quotidienne, de la gestion opérationnelle de crises majeures, ou de la sécurisation des grands événements.

L'apparition de nouveaux risques et l'amplification des menaces mettent (et mettront à l'avenir avec une intensité croissante) à l'épreuve les femmes et les hommes, les matériels et équipements des échelons locaux et des moyens nationaux de la Sécurité civile.

Face à ces menaces, le ministère de l'Intérieur doit adapter sa réponse, renforcer et valoriser toutes les ressources nécessaires et disponibles : des moyens capacitaires renforcés, des ressources humaines formées, équipées et préparées, des innovations technologiques mises au service des missions, et une stratégie de gestion des crises adaptée.





## ■ LES ACTIONS DE LA SÉCURITÉ CIVILE EN 2019 : LA DIVERSITÉ DES MISSIONS D'UN SERVICE PUBLIC, PAR ESSENCE, DE PROXIMITÉ

### ► Gérer l'urgence du quotidien

L'objectif stratégique de la DGSCGC vise à inverser la tendance à l'accroissement de la pression opérationnelle et permettre aux services d'incendie et de secours (SDIS) d'assurer un contrôle opérationnel de leurs moyens, seule garantie du bon exercice de leurs missions premières.

Les premiers résultats sont, d'ores et déjà, perceptibles : les statistiques des 10 premiers

mois de l'année 2019, indiquent une légère baisse de l'activité opérationnelle SUAP, alors que ces 10 dernières années avaient connu une hausse spectaculaire et continue de plus de 50 %.

Cette tendance est le résultat d'un intense travail partenarial qui devra se poursuivre en 2020.





Faire face au quotidien comme à l'exceptionnel, c'est la mission première des acteurs de la Sécurité civile. En 2019, le centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC) a suivi via SYNERGI **25 309 événements** (soit **11 % de moins** qu'en 2018). **156 événements** ont nécessité un suivi particulier, notamment **31 événements** climatiques et **13 exercices** de niveau national.



### Les principales interventions en 2019

Mouvement dit  
des Gilets jaunes

janvier  
février

Épidémie de dengue  
à La Réunion

mars

Naufrage  
du Grande America

mars

Incendie de  
la cathédrale  
Notre-Dame

avril

Mission d'appui  
à Mayotte

mai



### ► Une forte sollicitation du dispositif de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

La DGSCGC participe à la coordination du Centre interministériel de crise du ministère de l'Intérieur, qui a connu cette année une forte activité, liée notamment aux mouvements sociaux (rassemblements dits des Gilets jaunes, manifestations contre la réforme des retraites...) : le centre de crise a été activé **41 jours** pour plus de **900 heures de travail de gestion des crises**.

Conséquences du dérèglement climatique, les intempéries ont frappé la quasi-totalité du territoire, en France métropolitaine et en outre-mer : épisodes de canicules, d'inondations, de grandes marées, de tempêtes... les forces de secours étaient sur tous les fronts. Même après la crise, les services de la DGSCGC

demeurent mobilisés : **7 080 demandes communales de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle** ont été traitées, faisant de 2019 la deuxième année la plus chargée depuis 10 ans. La répartition par aléa des demandes communales déposées au cours de l'année est atypique : **82 % des demandes** (soit **5 793 demandes**) concernent les épisodes de sécheresse-réhydratation des sols des années 2018 et 2017 (cet épisode de sécheresse apparaît d'ores et déjà comme le plus important depuis 2009) tandis que les **18 % des demandes restantes** sont consacrées aux autres phénomènes naturels (sur les **1 287 demandes, 990 concernent les inondations**).



En 2019, **la commission interministérielle s'est réunie à 17 reprises**, soit en moyenne **une fois toutes les trois semaines**. La procédure accélérée a été utilisée à **cinq reprises**.

**82 %**

## **des demandes étudiées en 2019**

concernent des épisodes de **sécheresse-réhydratation** des sols survenus en 2017 et 2018.

Sommet du G7  
à Biarritz

août

Feux de forêts  
en Bolivie

septembre

Incendie  
de l'entreprise  
Lubrizol

septembre

Séisme  
en Ardèche

novembre

Intempéries  
dans le sud-est  
de la France

décembre



## **Campagne intense de lutte contre les feux de forêts 2019**

Comparable aux années précédentes, le dispositif opérationnel a engagé **500 sapeurs-sauveteurs (ForMiSC)** pendant 3 mois, principalement en appui des sapeurs-pompiers de la zone Sud, mais également sur des actions de prévention et de quadrillage du terrain, en particulier en Corse. **5 900 renforts intra et extra-zonaux** ont été déployés en appui des sapeurs-pompiers départementaux. Les avions bombardiers d'eau de la Sécurité civile ont effectué **5 056 largages** (eau et moussant) et près de **800 largages de produit retardant** ont été réalisés par les Dash et les Tracker. Au total, considérant les missions de reconnaissance et de surveillance, d'acheminement de personnels et de matériels et de lutte, **les avions ont volé plus de 2 780 h**.

En 2019, la surface brûlée en France  
est de **21 700 hectares**.



## ► La DGSCGC : acteur de la sécurité des grands événements, l'exemple du G7 de Biarritz

L'année 2019 a été rythmée de grands rendez-vous, sportifs, politiques et historiques pour lesquels les acteurs de la Sécurité civile ont répondu présents.

Le Sommet du G7 s'est déroulé du 24 au 26 août à Biarritz : **162 agents de la DGSCGC** se sont rendus dans les Pyrénées-Atlantiques, dont **100 sapeurs-sauveteurs** et **62 démineurs**. Ces derniers ont sécurisé **1 950 véhicules** et **60 sites différents**. **2 hélicoptères** ont rempli des missions de surveillance. Présent au sein du poste de commandement interministériel (PCI), le pôle transverse d'information géographique et de géomatique (TI2G) a créé spécifiquement une application pour la planification interservices des dispositifs de sécurité du G7 et son suivi pendant la phase de conduite. L'outil a notamment permis le partage d'informations ascendantes vers les niveaux zonal et national et transverses au sein des différents postes de commandement. Pas moins de **130 utilisateurs** de différents services et ministères ont eu l'accès à l'outil pendant toute la durée du Sommet.

## ► Des acteurs divers au service d'une même mission

Sur le territoire national et à l'étranger, les formations militaires de la Sécurité civile sont intervenues sur tous types de catastrophes naturelles. Les opérations sont en hausse par rapport à 2018 et représentent l'engagement de **près d'un quart des sapeurs-sauveteurs** engagés en mission opérationnelle en permanence toute l'année, représentant **80 missions opérationnelles**.

Particulièrement sollicités pour des actions d'appui aux acteurs opérationnels nationaux et directement au profit des préfetures, les établissements de soutien opérationnel et logistique (ÉSOL) et la réserve nationale (RN) ont permis le déploiement de matériels spécialisés en métropole et en outre-mer, ainsi que de matériels d'hébergement et de couchage dans le cadre des crises climatiques ou migratoires.

Comparable aux années précédentes, l'activités des démineurs est restée soutenue : **15 300 interventions** sur objets suspects ou munitions et explosifs, **890 sécurisations et voyages officiels** et **100 assistances à perquisition**. Ils ont également participé à **25 missions à l'étranger**.



# Hommage

Cette année, la famille de la Sécurité civile a payé un lourd tribut. Que ce soit dans l'exercice du quotidien ou lors d'interventions exceptionnelles, ils sont **11 hommes à avoir sacrifié leur vie pour sauver celle des autres** :

- caporal **Bertrand PIMÉ**, sapeur-pompier volontaire mort au feu à Koumac (Nouvelle-Calédonie) le 9 janvier ;
- sergent **Simon CARTANNAZ** et caporal **Nathanaël JOSSELIN**, sapeurs-pompiers de Paris, morts au feu lors de l'explosion de la rue de Trévis à Paris le 12 janvier ;
- adjudant **Jessy ÈVE**, sapeur-pompier professionnel mort en opération alors qu'il intervenait sur un accident de la circulation à Saint-André (La Réunion) le 27 janvier ;
- adjudant **Fabien BROUILLET**, sapeur-pompier professionnel mort en service commandé dans un accident de la circulation en rentrant de sa garde à Moins (Rhône) le 26 février ;
- **Franck CHESNEAU**, pilote mort en opération dans le crash de son Tracker à Générac (Gard) le 2 août ;
- capitaine **Guillaume MASSIAS**, sapeur-pompier professionnel mort en service commandé dans un accident de la circulation à Moirax (Lot-et-Garonne) le 6 septembre ;
- **Jean GARAT, Michel ESCALIN** et l'adjudant **Norbert SAVORNIN**, pilote, mécanicien opérateur de bord et sapeur-pompier professionnel hélicoptère, morts en opération dans l'accident de leur hélicoptère au Rove (Bouches-du-Rhône) le 2 décembre ;
- sergent-chef **Didier FOULON**, sapeur-pompier professionnel mort en service commandé alors qu'il se rendait à sa garde à Crécy-la-Chapelle (Seine-et-Marne) le 15 décembre.

**Leur engagement nous honore.**

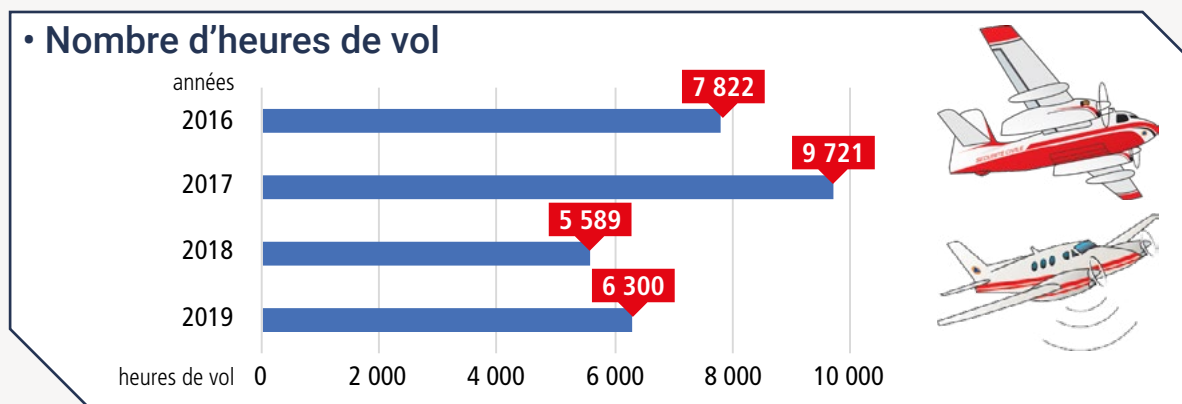
## ■ LES MOYENS NATIONAUX AU CŒUR DE LA RÉPONSE DE SÉCURITÉ CIVILE

- Des moyens fortement sollicités : l'exemple de l'engagement de la flotte aérienne

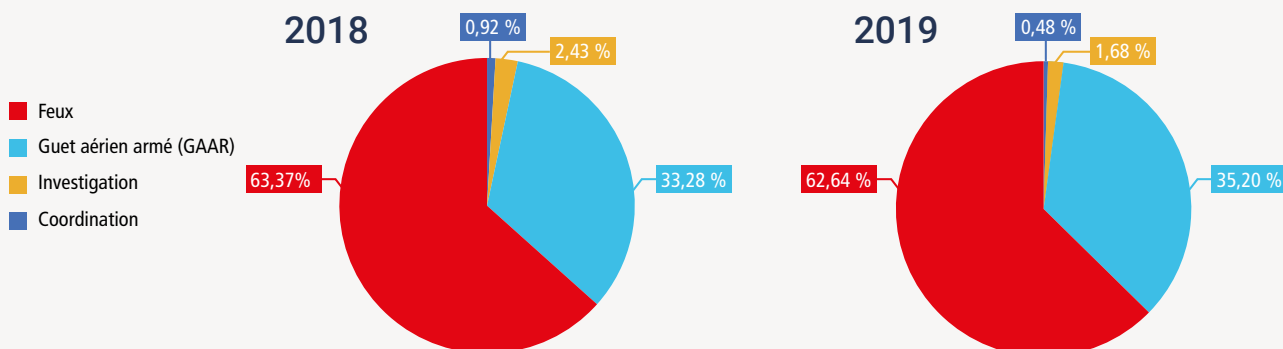
### Activités des avions de la Sécurité civile

Supérieure à 2018, l'activité des avions comptabilise 6 300 heures de vol.

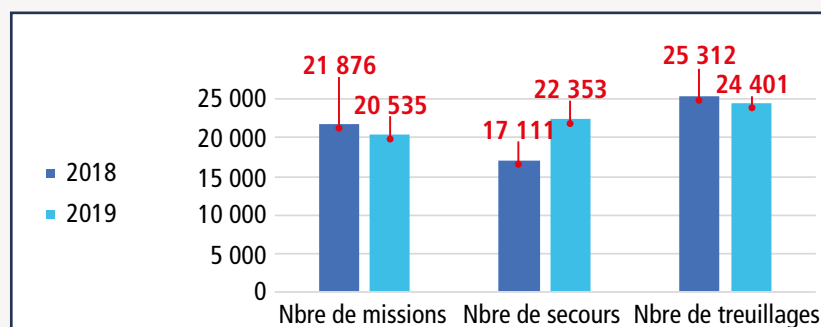
#### • Nombre d'heures de vol



#### • Répartition des interventions



### Activités des hélicoptères de la Sécurité civile





## ► Adaptation des doctrines et moyens capacitaires de la Sécurité civile

Les missions des SDIS ont été renforcées par la finalisation, en 2019, du guide méthodologique d'élaboration des schémas départementaux de couverture des risques (SDACR) et par la conception du projet d'élaboration de pactes capacitaires au niveau zonal.

Dans ce cadre, la DGSCGC a suivi les bilans d'activité saisonniers du secours en montagne, le cadre d'interopérabilité des services d'urgence (CISU), le déploiement des plateformes communes de traitement des appels d'urgence, les sujets interministériels (SAS, MARCUS, le PACTE de refondation des urgences, « le 112 »), l'organisation des pharmacies à usage intérieur (PUI), la veille et l'évolution des textes juridiques (PPL Colas-Roy et Matras, LOPPSI, SSLIA, transposition de directives sur les communications d'urgence et leur accessibilité ...), l'ecall, le CNR114, les travaux en matière de téléassistance et le suivi du programme Antares.



## ■ LES FEMMES ET LES HOMMES DE LA SÉCURITÉ CIVILE

### ► Recruter et former : un enjeu stratégique

À l'issue d'un travail engagé au printemps 2018, un arrêté redéfinissant le cadre des formations des sapeurs-pompiers volontaires et professionnels a été signé le 22 août 2019. Il s'accompagne de la rédaction de **201 référentiels nationaux d'activité et de compétence** et de **201 référentiels nationaux d'évaluation**. La concertation menée a permis à l'ensemble des acteurs (SIS, École d'application de la Sécurité civile (ECASC), École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP), centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), partenaires sociaux) de faire part de remarques, de commentaires et d'amendements pour améliorer le projet de texte, représentant **10 mois de consultation**.

L'arrêté fixe le dispositif général de formation des sapeurs-pompiers volontaires et professionnels et présente la nomenclature des formations. Ce dispositif introduit de la modularité dans les formations afin d'une part de répondre plus encore aux besoins réels du terrain et d'autre part d'apporter aux sapeurs-pompiers les formations nécessaires. L'arrêté permettra en outre de valoriser et de reconnaître les compétences déjà acquises au travers des dispositifs de dispense de formation, de validation des acquis de l'expérience et de diagnostic en amont et durant les formations, réduisant également le nombre de journées de formation pour les sapeurs-pompiers.



### Organisation de 14 concours et examens professionnels

**87 membres du jury et 281 correcteurs et examinateurs mobilisés pour les concours**

**11 851 candidats inscrits pour 1 286 postes offerts**

## ► Un modèle à préserver : le volontariat des sapeurs-pompiers

Les sapeurs-pompiers volontaires constituent l'ossature du modèle français de la Sécurité civile. Plus de **196 600 sapeurs-pompiers volontaires** assurent, avec les autres agents de la Sécurité civile, dans le délai moyen de **13 minutes**, une réponse optimale des secours sur tout le territoire français, en métropole et en outre-mer.

C'est dans ce cadre que le ministère de l'Intérieur a adopté en 2018 un plan de **37 mesures** en faveur du volontariat des sapeurs-pompiers, destiné à augmenter le nombre d'engagés volontaires en suscitant des vocations, à fidéliser et pérenniser cet engagement, à diversifier les publics en intégrant des jeunes et notamment des femmes, venus de tous les horizons...

La Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises intensifiera, en 2020, la mise en place de ce plan en faveur du volontariat.

Par ailleurs, des travaux importants ont été menés avec la Commission européenne en vue de protéger le modèle français de volontariat d'une requalification comme activité professionnelle au regard de la directive européenne sur le temps de travail.

### À ce titre, l'année 2019 a permis de réaliser **20 mesures** du plan Volontariat relatives à :

- la formation : livret de formation unique, prise en compte des compétences déjà acquises (dispense de formation), portée nationale des diplômes ;
- la féminisation : tenue de service et d'intervention (TSI) féminisées, féminisation des instances, séquences de formation spécifiques dans les référentiels ;
- l'engagement différencié : circulaire spécifique ;
- au pilotage du plan et à sa mise en œuvre : comité de pilotage spécifique, prise en compte de l'exécution du plan dans les missions d'évaluation périodique (MEP) de l'Inspection générale de la Sécurité civile (IGSC), création d'un collège employeurs privés au sein du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires (CNSPV).



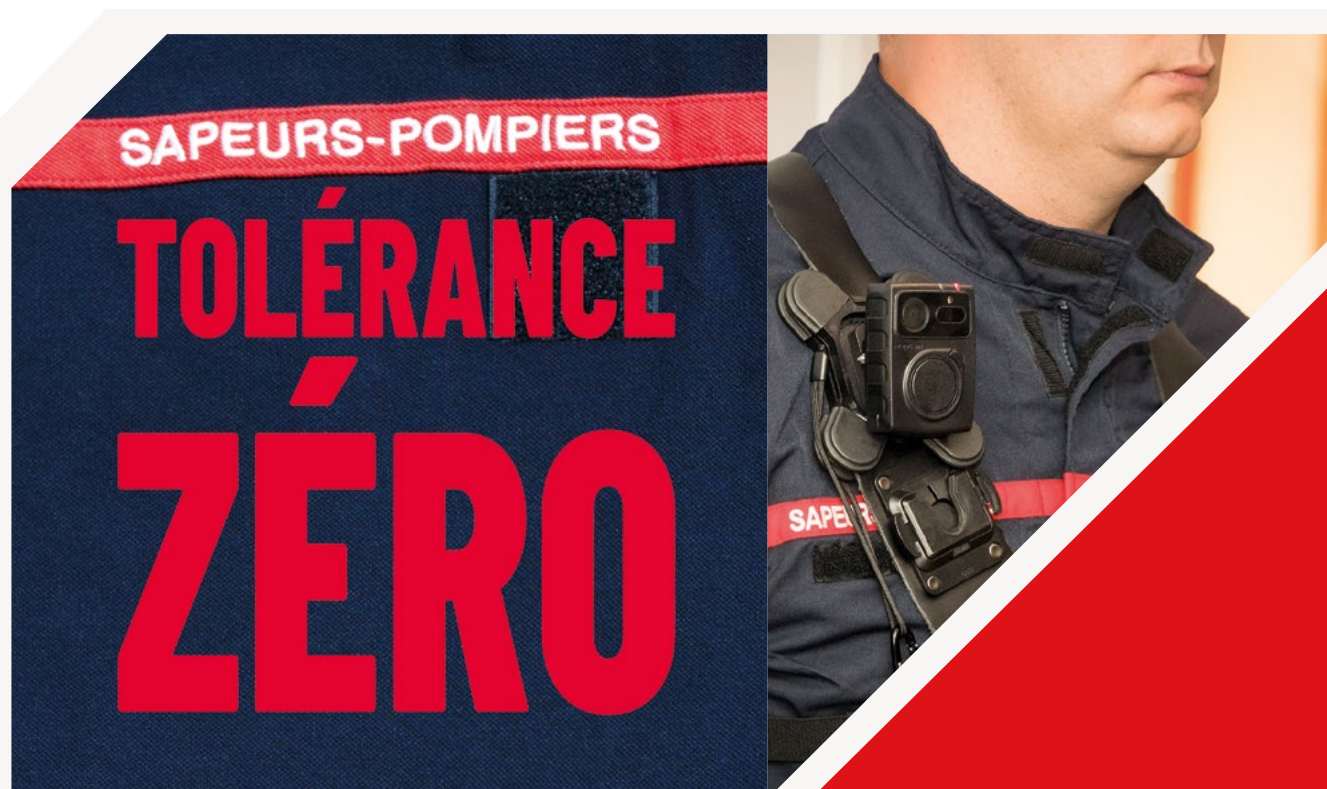


## ► Combattre les agressions à l'encontre des sapeurs-pompiers : protéger ceux qui nous protègent

En 2019, **2 045 agressions physiques et verbales** ont été recensées à l'encontre des sapeurs-pompiers.

Les actes d'agression à l'encontre des forces de sécurité intérieure et notamment des sapeurs-pompiers sont intolérables. Le ministère de l'Intérieur y apporte, depuis quelques années, une réponse ferme et sans concession, car il revient à l'État de protéger ceux qui risquent leur vie pour protéger celle des autres. L'action déterminée contre ces agressions, conduite par le ministère de l'Intérieur, s'articule autour notamment :

- du renforcement des protocoles opérationnels avec les forces de l'ordre qui, dans la continuité de ceux déjà en place, ont été complétés par les préfets afin d'y inclure des procédures spécifiques pour l'intervention dans les secteurs sensibles, de faciliter les dépôts de plainte, de promouvoir la protection fonctionnelle systématique et de former des sapeurs-pompiers à la négociation et aux techniques de défense simple face à une personne agressive ;
- de l'expérimentation des caméras mobiles, directement issue du retour d'expérience de l'utilisation des caméras mobiles par les forces de l'ordre et les polices municipales. Cette expérimentation dans **14 services départementaux d'incendie et de secours volontaires**, est lancée depuis septembre dernier. Destinés à prévenir par leur seule présence, les incivilités, menaces ou agressions à l'encontre des sapeurs-pompiers civils et militaires, les images et sons captés par ces caméras pourront également servir de preuve factuelle pour la recherche et la poursuite des auteurs de faits répréhensibles.



## ► Prévention des risques professionnels



En matière d'équipement, la DGSCGC a créé le label de Sécurité civile française. Les référentiels techniques issus de ce label déterminent, pour les équipements et les services nécessaires à l'exercice de la mission de Sécurité civile, les standards nationaux et fixent des critères de qualité et de durabilité.

En 2019, **6 référentiels** ont été publiés pour harmoniser et massifier les commandes (casques, polos, gants, blouson, tenue de service et d'intervention féminine, cagoule). Répondant à une forte attente, la démarche concernant le référentiel de la tenue féminine a été menée par un groupe de travail composé de sapeurs-pompiers féminins permettant ainsi de faire remonter les besoins.

De même, le référentiel de la cagoule de feu, qui répond aux demandes de prise en compte de la toxicité des fumées lors de feux d'espaces naturels, a été élaboré en partenariat avec la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) qui a financé les études de filtration conduites par le laboratoire d'essais de l'Établissement public pour la protection de la forêt méditerranéenne.

### La prévention des risques professionnels est au cœur des préoccupations de la DGSCGC.

Les travaux menés en 2019 ont permis la concrétisation de nombreux projets :

- mise à jour, contrôle et validation du Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) de l'échelon central du groupement d'hélicoptères de la Sécurité civile (GHSC) et de 11 bases hélicoptères ou détachements saisonniers ;
- conception, rédaction et validation du premier DUERP de la base aérienne de la Sécurité civile (BASC) depuis son ouverture à Nîmes ;
- diffusion dans les services opérationnels d'une note d'information sur l'évolution réglementaire du dispositif CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
- diffusion à tous les chefs de centre de déminage d'un plan de prévention type pour prévenir les risques liés à la coactivité avec les entreprises intervenantes extérieures ;
- expertise et travail préparatoire destinés à conforter le caractère prioritaire des véhicules d'intervention des FORMISC et des AASC : modification du code de la route par un décret publié le 9 décembre.

## ■ PLACER L'INNOVATION AU CŒUR DE NOS MISSIONS

### ► Application iCatNat



L'année 2019 a également vu l'entrée en service et le déploiement progressif du module dédié aux communes de l'application iCatNat, qui dématérialise la procédure de

demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Au salon des Maires, qui s'est tenu porte de Versailles du 19 au 21 novembre, le stand de la direction générale était consacré à la présentation de ce service en ligne, plébiscité par les maires présents.

## ► SYNAPSE

L'année 2019 a été marquée par la montée en puissance du système d'information géographique SYNAPSE et des outils distribués. La plateforme a géré la distribution de **15 applications** et comptait **1 952 utilisateurs**, dont **1 777 agents** de la chaîne territoriale. Des évolutions fonctionnelles et thématiques ont été implémentées au sein des applications SYNAPSE de la chaîne de planification et de gestion des crises. À titre d'exemple, des fonctionnalités de calcul d'itinéraire, d'analyses de population ou d'enjeux, ou encore un module pour le suivi des grands rassemblements ont été développés et déployés.

Afin d'accompagner les utilisateurs, **36 sessions** de **2 jours de formation** initiale ont été dispensées,

au profit de **374 agents** sur l'ensemble du territoire (métropole et outre-mer).

De nouvelles bases de données sectorielles ont été intégrées ou mises à jour, comme celles du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, du ministère des Solidarités et de la Santé, du ministère de la Transition écologique et solidaire ou encore d'opérateurs à l'instar de RTE et d'ENEDIS.

Les travaux menés avec le service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) ont permis de réaliser une première version d'application à destination des référents régionaux et départementaux « inondation ». Son déploiement sera réalisé en mars 2020.

## ► NexSIS

**NexSIS** 

SI des Secours de nouvelle génération

NexSis doit permettre une gestion des alertes

et une gestion opérationnelle prenant en compte les moyens numériques et a vocation à remplacer les systèmes actuels des SDIS. Ce chantier ambitieux a connu en 2019 des avancées considérables. Une première version de NexSis 18-112 devrait être livrée fin 2020, avec une première mise en production au

bénéfice du SDIS de Seine-et-Marne (77) prévue pour 2021.

Enfin, en 2019, le conseil d'administration de l'Agence du numérique de la Sécurité civile a acté que la première version de NexSIS serait déployée dans **11 SDIS pilotes** par vagues successives à partir de 2021. La trajectoire prévisionnelle de déploiement tend à ce que l'ensemble des SDIS puissent disposer de NexSIS à horizon 2026.

## ► Advanced Mobile Location (AML)

Pour répondre aux exigences de la directive européenne n°2018-1972 du 11 décembre 2018 établissant le Code des communications électroniques européen, et dont la transposition est attendue pour le 21 décembre 2020, la France a souhaité expérimenter la mise en place de l'Advanced Mobile Location (AML). Là où elle a été installée, la technologie AML a permis de sauver de nombreuses vies en transmettant de manière automatisée, lors de l'appel à un numéro d'urgence, la géolocalisation précise du requérant par l'envoi automatique d'un SMS. Le système AML permet également de réaliser des économies financières importantes, selon une étude des coûts du projet européen Hel 112-I.

Une première expérimentation a débuté le 27 novembre 2019 sur des zones géographiques restreintes, concernant les départements du Nord, du Morbihan, du Var et des Alpes-Maritimes. Cette expérimentation, qui porte sur les appels d'urgence passés en composant le 112 ou le 18, a pour objectif de détecter les éventuelles difficultés rencontrées et d'y remédier afin de proposer un service fiable et sécurisé aux usagers. Elle a pour finalité de garantir un niveau de service adéquat avant de mettre cette technologie à disposition, courant 2020, de l'ensemble des services d'urgence et sur l'ensemble du territoire.

## ■ UNE ORGANISATION ET UNE STRATÉGIE DE GESTION DE CRISES ADAPTÉES

### ► Amélioration de l'alerte et de l'information des populations

- Poursuite du déploiement des sirènes de la première vague : **164 sirènes** ont été installées en 2019 ce qui porte à **1 991** le nombre total des **raccordements au service** d'alerte et d'information aux populations (SAIP), soit **80 %** des sites retenus sur cette phase.
- Utilisation par quatre fois, des sirènes raccordées au SAIP : pour l'incendie dans l'usine Lubrizol à Rouen le 26 septembre, ainsi que les 1er et 7 décembre, à l'occasion des inondations dans les Alpes-Maritimes. Enfin, le 6 octobre, les **2 sirènes de Boulogne-sur-Mer** ont été déclenchées afin de demander le confinement des **25 000 habitants** concernés par les opérations de neutralisation d'une bombe de **250 kg**.
- Préparation du déploiement des sirènes du SAIP en outre-mer : dans le cadre de la prise en compte des risques sismo-volcaniques à Mayotte, la DGSCGC a participé à la seconde mission d'appui à la préfecture avec réalisation d'un rapport sur l'alerte dans ce département et l'étude de faisabilité de l'implantation des sirènes du SAIP. Un programme de déploiement de 20 sirènes a été validé et est en cours de réalisation pour finalisation à l'automne 2020. Après validation en réunion interministérielle, un schéma de déploiement des sirènes aux Antilles a été défini : **12 sirènes** doivent être installées en Martinique (5), Guadeloupe (4) et Saint-Martin (3). Le travail d'identification des sites a été amorcé avec les préfectures.
- Préparation de la mise en œuvre de la directive UE du 11 décembre 2018 visant à faire diffuser les messages d'alerte par les opérateurs de communications électroniques : débuts des travaux préparatoires en lien avec la Direction du numérique (DNUM) et le ministère de l'Économie et des Finances.



## ► Sensibilisation des populations

**80 % de la population française** sensibilisée ou formée aux gestes de premiers secours, tel est l'objectif fixé par le Président de la République avant la fin du quinquennat. En 2018, ce sont **863 000 personnes** qui ont été formées par les organismes publics et les associations agréées de Sécurité civile. En 2019, cette tendance à la hausse se confirme\*.

Dès la fin de l'année 2018 et au début de l'année 2019, la DGSCGC a élaboré avec la DSR, la DGGN et la DGPN une mallette pédagogique pour les intervenants lors de la Journée de la sécurité intérieure de la phase n° 1 du service national universel. La première session expérimentale s'est tenue en juin 2019.

Les **13 associations agréées de Sécurité civile** au plan national représentent environ 57 000 personnes immédiatement mobilisables sur tout le territoire. En 2018, presque l'ensemble des agréments ont été renouvelés. Aussi, en 2019, il n'a été procédé qu'à des ajustements. Au titre de l'exercice 2019, les crédits

attribués aux différentes associations s'élevaient à **250 000 €**. Une partie (**147 000 €**), à l'instar des années précédentes, a été allouée aux associations du réseau des sapeurs-pompiers de France (FNSPF et l'Œuvre des pupilles des sapeurs-pompiers). Une autre partie (**103 000 €**) a été versée, en plus des crédits destinés aux associations apportant une compétence spécifique de secours, à celles concourant au soutien des populations victimes d'intempéries et qui ont renseigné le COGIC sur leurs capacités.

**Le soutien aux préfetures pour leurs actions locales de sensibilisation des populations**, dont les « Rencontres de la sécurité ». Pour l'édition 2019 de cet événement, outre les ressources dématérialisées (vidéo, web, maquettes personnalisable, etc.), près de 80 000 exemplaires des différents supports de sensibilisation réalisés sur les risques majeurs et ceux de la vie courante ont été transmis aux services territoriaux (préfetures et SDIS).

## ► Préparation et anticipation

En 2019, trois nouveaux guides méthodologiques de planification ont été diffusés :

- guide méthodologique ORSEC « Secours à nombreuses victimes (NOVI) »
- guide méthodologique ORSEC « Organisation territoriale de la gestion de crise »
- guide « Faire face à une inondation avec son plan communal de sauvegarde »

### 340 heures de formation dispensées

au profit des acteurs interministériels de gestion de crise et des agents des préfetures.

Au niveau national, la DGSCGC a participé à deux exercices majeurs en partenariat avec le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) : Piratair 18 et Variole 19.

Au niveau territorial, **60 préfetures** ont été accompagnées dans le cadre de **65 exercices**. Par ailleurs, un exercice national à dominante nucléaire, radiologique, bactériologique, chimique et explosif (NRBCE) a été organisé afin de tester les compétences des services opérationnels de la Direction générale.

\* Données en cours de consolidation.



02

## Une coopération renforcée



Le bilan dressé des nombreuses actions de la Sécurité civile ne saurait se limiter à l'intervention exclusive de l'État. Pour être efficace dans l'anticipation et dans la gestion d'un événement, la stratégie doit intégrer tous les acteurs qui participent à la politique de la Sécurité civile sur tout le territoire. Accroître la politique partenariale s'inscrit donc parmi les grandes priorités de la Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises.

La Sécurité civile possède également une dimension européenne, à travers les mécanismes qui font vivre la solidarité des États d'Europe, face aux crises et aux menaces. À ce titre, la France est un partenaire, parmi les plus actifs, du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

Enfin, la pertinence de notre modèle, reconnu dans le monde entier, se conjugue à l'international par le développement d'accords de coopération internationale qui permettent à la France, de faire rayonner, outre ses compétences et savoir-faire, ses valeurs de solidarité et d'humanité.





## ■ INTENSIFIER LA POLITIQUE PARTENARIALE

**Le modèle français de Sécurité civile est conçu comme une véritable chaîne opérationnelle impliquant une grande diversité de partenaires, au plus près des populations et jusqu'au niveau européen :**

- les instances de gouvernance : la Conférence nationale des services d'incendie et de Secours (CNIS - **3 réunions plénières** en 2019) et le Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires (CNSPV) ;
- les partenaires syndicaux (**13 syndicats**) et la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF) ;
- les **13 associations agréées de Sécurité civile**, relais précieux de la Sécurité civile au plus près des populations ;
- une organisation territoriale fortement décentralisée, constituée des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et impliquant une étroite coopération entre l'État et les collectivités territoriales ;
- les instances européennes.



## ■ FAIRE PARTIE INTÉGRANTE DU MÉCANISME DE PROTECTION CIVILE DE L'UNION EUROPÉENNE

L'action internationale de la DGSCGC participe pleinement à la doctrine globale de protection civile de la France et se décline sur un mode similaire à celui mis en place au niveau national : anticiper, préparer et gérer les crises et la résilience des populations.

Permettant l'organisation d'une aide coordonnée par les États participants lorsque l'ampleur d'une urgence dépasse les capacités de réponses nationales, le Mécanisme de Protection civile de l'Union européenne a été réformé et est entré en vigueur le 21 mars. Il s'articule autour de trois axes : le renforcement des capacités de réaction, l'amélioration de la prévention des risques et le partage des connaissances. La France est le premier pays contributeur, à la fois en termes d'envoi d'experts et de modules de protection civile déclarés.

Dès le début de l'année 2019, la forêt amazonienne fait face à des feux de forêts de grande ampleur, plus de **40 000 feux** ont été décomptés. La Bolivie fait appel à l'aide internationale, appel relayé par le Mécanisme de protection civile de l'Union européenne pour fournir une équipe d'experts chargée de coordonner l'assistance proposée au pays demandeur. Une équipe EUCPTeam

est montée le 2 septembre afin de coordonner et d'assurer le soutien technique aux autorités nationales et locales dans la gestion des feux de forêts. **48 sapeurs-sauveteurs** rejoignent la Bolivie quelques jours plus tard pour combattre les flammes aux côtés des forces de secours locales. Ils resteront près d'un mois sur place.

Dans la nuit du 26 au 27 novembre, un séisme de magnitude 6.4 se produit dans la région de Durrës en Albanie, faisant plusieurs victimes et de nombreux blessés et occasionnant beaucoup de dégâts bâtimentaires. Le jour même, l'Albanie formule une demande d'aide internationale au travers du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne. La France est représentée dans l'EUCPTeam et en parallèle, déploie une équipe de reconnaissance et d'évaluation ainsi qu'un MUSAR (Medium Urban Search and Rescue) composé de **44 sapeurs-sauveteurs**. Le lendemain, une cinquantaine de sapeurs-pompiers de la zone Sud forme un second MUSAR au départ de Marseille pour l'Albanie. Toujours dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne, une mission d'expertise sur les infrastructures a été engagée, à laquelle ont participé **5 experts** de l'agence française de génie parasismique.



# RescUE

## Le dispositif RescUE

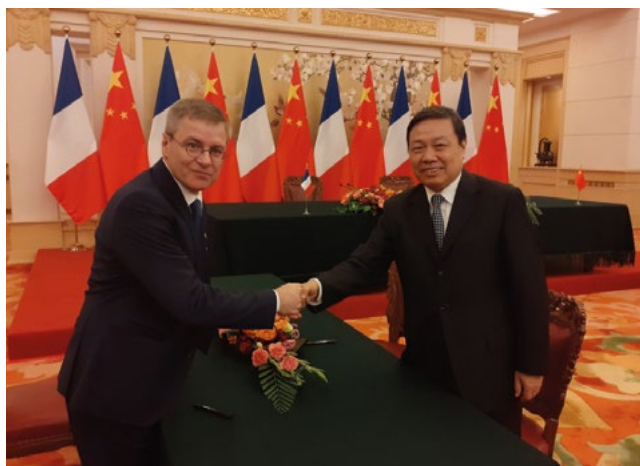
Le dispositif RescUE a été institué pour fournir une aide dans des situations de crises majeures lorsque les capacités nationales et celles de la Réserve européenne de Protection civile ne permettent pas d'assurer une réaction efficace. Visant particulièrement les moyens aériens de lutte contre les feux de forêts, mais aussi les moyens médicaux, ce dispositif n'est pas encore opérationnel à court terme, compte tenu des difficultés d'acquisition des moyens aériens.



## ■ DÉVELOPPER LES ACCORDS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

En 2019, **403 actions de formation** en matière de protection civile et de gestion des crises ont été réalisées. Parmi lesquelles, l'envoi d'un expert au Liban pour la mise en place d'une salle de gestion de crise nationale en juin, la formation d'officiers de République centrafricaine à la gestion des moyens humains et matériels d'un centre de secours ou encore l'organisation et la direction d'un exercice de gestion de crise de grande ampleur aux Émirats arabes unis, fruit d'une collaboration rapprochée avec les services de secours émiratis depuis plusieurs années.

En novembre, le directeur général a accompagné le Président de la République en Chine à l'occasion d'une visite officielle. Un accord de coopération a été signé avec le Vice-ministre chinois du ministère de Gestion des catastrophes. S'inscrivant dans la préparation des Jeux Olympiques d'hiver de Pékin en 2022, cette coopération portera sur des domaines variés (risques naturels et industriels) et se traduira par des actions de formation, des échanges d'information et offrira des opportunités d'acquisition de matériels.





## 36 visites de délégations étrangères organisées

**36 délégations étrangères** se sont rendues en France en 2019 pour découvrir ou approfondir leurs connaissances du modèle français de Sécurité civile :

- suite à l'incendie du musée national de Rio de Janeiro en 2018, une délégation brésilienne a souhaité étudier les dispositifs mis en place pour la protection du patrimoine par les services d'incendie et de secours. Les représentants brésiliens ont notamment pu se rendre au Louvre avec la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) et au Château de Versailles avec le SDIS 78 ;
- deux officiers de l'Airport Security Unit de la police de Hong Kong ont visité en février le groupement d'intervention du déminage et ont pu échanger avec les experts français sur les engins explosifs improvisés et les doctrines d'emploi dans les zones aéroportuaires ;
- menée par le secrétaire adjoint de l'autorité de gestion des crises, une délégation indienne a pu participer à un exercice zonal de type NRBCE, après une présentation de la gestion française des crises NRBCE dans un contexte terroriste et la visite d'un groupement blindé de la gendarmerie mobile ;
- dans le cadre du projet de construction de la future école nationale et des écoles régionales de la Protection civile au Maroc, une délégation marocaine s'est rendue en France afin d'étudier l'organisation des écoles de formation et des principaux services opérationnels. Au cours de deux visites, la délégation a rencontré les équipes de l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP), de l'École d'application de la Sécurité civile (ECASC), du bataillon des marins-pompiers de Marseille (BMPM), de la BSPP, du SDIS 95 et du SDIS 59.



Le ministère de l'Intérieur est le ministère de l'urgence et du mouvement permanent. Son organisation et sa stratégie doivent donc être souples et capables de s'adapter, notamment face à l'évolution des menaces de Sécurité civile, endogènes et exogènes, qu'il a à affronter : les menaces naturelles, amplifiées par les bouleversements climatiques, les menaces technologiques, industrielles et nucléaires, les enjeux sociétaux, comme le vieillissement de la population, etc. Dans ce contexte, la Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises poursuit sa mutation afin de continuer d'assurer sa pleine et continue mobilisation opérationnelle. L'année 2019 a posé des premiers jalons essentiels ; 2020 est une année de chantiers et de défis.

### **Défendre ardemment notre modèle de Sécurité civile.**

Les nombreuses épreuves ont révélé la pertinence de notre modèle et la constance d'un service public des secours, présent sur tout le territoire. Ce modèle, structuré autour des sapeurs-pompiers volontaires doit être protégé : le déploiement des mesures du plan en faveur du volontariat sera poursuivi et la France prolongera ses discussions avec l'Union européenne sur les enjeux du volontariat. C'est ce modèle qui nous permet de faire face aux urgences du quotidien et aux crises les plus exceptionnelles.

**Poursuivre le perfectionnement de notre organisation et de notre stratégie de gestion des crises.** Les crises sont, par nature, imprévisibles et incertaines : quand interviendront-elles ? Avec quelle ampleur ? Sur quelle durée ? L'incertitude de la crise ne doit, en aucun cas, nous résigner à la fatalité. Pour y faire face, la doctrine de la Sécurité civile repose donc sur des piliers qui sont autant de vecteurs d'actions :

- poursuivre la planification, car il n'y a aucune gestion des crises qui ne puisse être abordée sans une stratégie d'action, souple mais offrant un cadre clair ;
- systématiser les retours d'expérience, car toutes les leçons tirées d'un événement constituent une richesse inestimable pour aborder avec confiance les crises futures ;
- renforcer la préparation des équipes de la Sécurité civile, car les formations sont la garantie d'une mission efficace et accomplie en sécurité pour les intervenants ;
- s'appuyer sur les opportunités technologiques, car elles constituent un allié précieux pour répondre vite et efficacement aux urgences ;

- poursuivre le renouvellement de notre flotte, car les enjeux liés, notamment, aux feux de forêts, évoluent et nécessitent un meilleur calibrage de notre réponse capacitaire.

### **Créer un véritable continuum de la Sécurité civile.**

L'État n'est pas seul face aux crises. Il doit associer à sa stratégie l'ensemble des partenaires qui constituent des relais incontournables : associations agréées de Sécurité civile, collectivités territoriales, etc. Dans ce cadre, le citoyen occupe une place centrale et doit devenir un véritable acteur de sa propre sécurité. Sa résilience est déterminante pour bien appréhender les crises : en amont, par une meilleure information, des exercices plus fréquents et une sensibilisation dès l'école et au moment de la survenance de l'événement, par des systèmes d'alerte efficaces.

### **Poursuivre l'ambitieux projet d'une Europe de la Sécurité civile.**

Les crises ayant marqué l'année 2019 et celles qui se présentent à nous en ce début d'année ont, pour la plupart, une portée transfrontière. En Europe, elles appellent chaque État à l'impérieuse nécessité de s'impliquer dans une plus grande convergence et une coordination plus aboutie des stratégies et des moyens, dans cet esprit d'unité et de solidarité qui a toujours animé le rapprochement de nos États vers une communauté de destin. La poursuite du développement du Mécanisme de Protection civile de l'Union européenne constitue donc une priorité d'actions pour la France, qui en a toujours été l'un des acteurs les plus déterminés.

### **Bâtir, dès aujourd'hui, la Sécurité civile des prochaines années.**

L'ensemble des mesures poursuivies en 2020 ont vocation à s'inscrire dans la durée. Le Livre blanc de la sécurité intérieure, dont les conclusions seront rendues publiques dans le courant de l'année 2020, donne à la Sécurité civile l'opportunité de définir les grandes orientations stratégiques et structurantes, dans une vision prospective. Cette démarche est d'autant plus importante que c'est la première fois que ces enjeux sont intégrés à cet exercice.

Ces travaux contribueront donc à structurer les grands sujets définissant l'exercice des missions des forces de la Sécurité civile, et à inscrire ces enjeux dans un cadre stratégique plus global, porté le ministère de l'Intérieur, ministère des crises. ■

# Fiche mémento

## LES EFFECTIFS

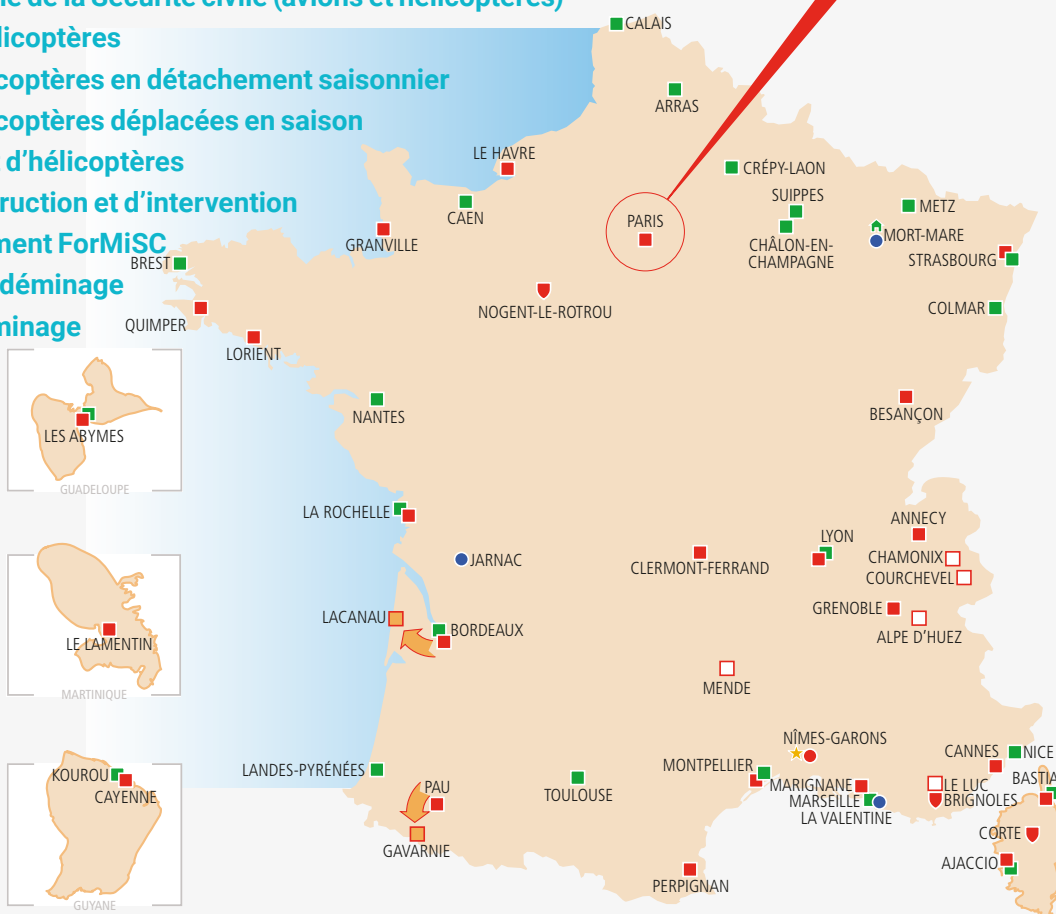
- **248 000 sapeurs-pompiers (196 600 sapeurs-pompiers volontaires, 40 400 sapeurs-pompiers professionnels, et 11 300 militaires).**
- **2 526 agents à la Sécurité civile** dont :
  - **445 personnels du groupement des moyens aériens (80 pilotes d'avions, 100 pilotes d'hélicoptères) ;**
  - **361 personnels du groupement d'intervention du déminage ;**
  - **1 401 sapeurs-sauveteurs ;**
  - **80 agents des établissements de soutien opérationnel et logistique (ÉSOL) ;**
  - **239 personnels en administration centrale (sites de Garance et de Beauvau).**

## LES IMPLANTATIONS

- **1 base aérienne de la Sécurité civile (avions et hélicoptères)**
- **23 bases d'hélicoptères**
- **5 bases d'hélicoptères en détachement saisonnier**
- **2 bases d'hélicoptères déplacées en saison**
- ★ **1 groupement d'hélicoptères**
- **3 unités d'instruction et d'intervention**
- ★ **1 commandement ForMiSC**
- **27 centres de déminage**
- **1 école de déminage**
- **4 ÉSOL**



MÉRY-SUR-OISE  
VERSAILLES  
PARIS  
ROISSY  
ORLY



## LE BUDGET

Crédits consommés en 2019 : **452,4 M €** en autorisation d'engagement et **548,3 M €** en crédit de paiement dont **180,3 M €** de masse salariale (pour **2 457 équivalents temps plein travaillés - ETPT**).





# 2019

## RAPPORT D'ACTIVITÉ

---

Direction générale  
de la Sécurité civile  
et de la gestion des crises

Ministère de l'Intérieur  
Direction générale de la Sécurité civile  
et de la gestion des crises

Place Beauvau  
75800 Paris CEDEX 8



[www.interieur.gouv.fr](http://www.interieur.gouv.fr)



[@securitecivilefrance](https://www.facebook.com/securitecivilefrance)



[@SecCivileFrance](https://twitter.com/SecCivileFrance)



[@Sec\\_civile\\_france](https://www.instagram.com/Sec_civile_france)